

Quantin Deluermoz, « Les facteurs de ville en France de 1871 à 1914 », maîtrise d'histoire, sous la direction d'Yves Lequin, Lyon II, 1998,

L'intérêt porté aux seuls facteurs de ville a permis de mieux connaître les différentes catégories qui règnent dans le service des facteurs et les relations qu'elles entretiennent entre elles. Le service en général apparaît alors structuré par une hiérarchie très forte et très subtile, dont les critères sont les lieux d'exercice d'abord, puis le grade, l'ancienneté. Cette étude a aussi permis d'approcher ce qu'il convient d'appeler l'univers administratif. Conformément aux analyses de Jean Tulard, le service semble mû par les principes directeurs de discipline et de hiérarchie qui caractérisent l'administration. Ensuite, ce monde administratif se présente comme cloisonné, par rapport au monde du travail d'abord, à l'intérieur des catégories (agents, sous-agents) ensuite. Il constitue bien, selon le mot du Duvergier de Hauranne rapporté dans l'ouvrage de F. Burdeau, « au milieu de la nation française, une nation. Enfin, l'administration reste un monde de protections sociales réelles et importantes, ce qui n'empêche pas les petits métiers de connaître une situation difficile voire précaire.

Les facteurs de ville constituent un groupe social original : ce sont des hommes du peuple rompus aux pratiques financières bourgeoises et aux valeurs de l'épargne, ce qui leur permet de sortir un peu de leur condition. En outre, ils apparaissent comme relativement actifs dans le mouvement de luttes sociales de la fin du siècle, bien qu'ils semblent davantage défendre les intérêts de leur corporation que ceux du mouvement ouvrier ou de fonctionnaires. Cependant, les méthodes de luttes mises en place sont originales. Comme s'ils avaient déjà compris la faiblesse de leur situation (faiblement qualifiés, interchangeable), ils sont parmi les premiers dans l'histoire des luttes sociales à développer l'occupation des lieux de travail. On peut lier cette précocité au fait que globalement, l'univers administratif présentait, avant que le développement de la grande usine soit avéré, beaucoup de ses caractéristiques, parmi lesquelles la surveillance, la discipline, la protection sociale, la fixation des travailleurs.

Enfin, le métier de facteur de ville est bien un métier de l'image. Que ce soit les stratégies administratives ou les espoirs des populations, le facteur doit composer avec l'image que l'on a de lui. Or au cours de la période, le facteur de ville doit s'adapter à la prédominance progressive de l'image du facteur rural. Ce développement nous a paru intéressant, dans la mesure où nous avons là un métier qui fonde sa justification non seulement sur le savoir-faire ou les processus de travail, mais aussi sur l'image qu'il suscite.

On peut alors essayer de mieux définir le métier de facteur de ville. Il nous semble à première vue qu'il faut parler à son sujet d'un « métier de l'administration ». métier, parce que le service se présente comme un corps hiérarchisé et marqué par le poids de la tradition. De plus, les notions d'honneur et d'identité professionnelle y sont importantes, parce qu'ils ont un savoir-faire à défendre, savoir-faire non pas technique mais fondé sur la connaissance des lieux et des gens. C'est ce que Marie Cartier appelle dans son ouvrage le savoir social. Néanmoins, ces caractéristiques s'intègrent dans un cadre administratif très fort ; les carrières, le processus de travail sont gérées par des règles précises définies par l'administration ; par ailleurs, les facteurs portent un uniforme qui leur confère une certaine dignité ; enfin, ils



bénéficient de protections sociales avantageuses. Il s'agit donc bien d'un corps de métier de l'administration.

Cependant, les grèves ont montré que la situation est plus complexe : les facteurs ont une condition qui s'approche aussi de celle des ouvriers d'usine qui se développent au cours de la période. Leur travail est pénible, soumis à une surveillance très stricte, tout est réglé, minuté, prévu. De plus, les grèves ont montré qu'ils étaient facilement remplaçables, par des militaires notamment, et donc que leur identité professionnelle était peut-être sujette à caution. Dès lors, les facteurs exercent-ils un métier de l'administration ou une fonction de sous-agent sans qualification ? Le problème de la définition exacte du métier de facteur de ville, à la fois aristocratie du service et rebut de l'administration postale tourne en fait autour de la question de son « savoir-faire » : n'étant pas technique, fondé sur un secret professionnel, il ne rend pas le facteur nécessaire à l'accomplissement de son travail ; ce dernier est interchangeable. Pourtant, social et géographique, il est important que la distribution s'effectue le plus rapidement et le mieux possible : les militaires ont eu du mal à distribuer le courrier en 1906. Important, mais non indispensable, tout se joue dans la frontière entre ces deux valeurs.

Un fait général apparaît au total au cours de la période concernant les facteurs de ville : le déclin de leur service à partir des années 1880-1900. Le facteur de ville semble en effet avoir été, pendant les débuts de la 3^e République, littéralement propulsé hors de son statut privilégié, malgré ses résistances. En effet, durant ces années charnières, le service subit des secousses structurelles importantes (modification des règles d'avancement, de recrutement). En outre, ses avantages sur le facteur rural tendent à s'estomper ; mieux, l'image de ce dernier supplante la sienne dans les stratégies administratives et les mentalités citadines. Ce déclin est paradoxal dans la mesure où la période, avec le développement des villes, est aussi celle du développement du service. C'est donc au moment où le facteur de ville est le plus sollicité que sa position décline.

Deux explications sont possibles pour comprendre cette évolution paradoxale. Tout d'abord, les effets de la République et sa volonté d'égalité spatiale. Alors que sous l'Empire, la ville est le lieu de la civilisation, et justifie que le facteur qui y travaille soit au sommet du service, avec la République et ses politiques ruralistes, ces différences sont progressivement nivelées. Le service des facteurs serait donc plus sensible aux transformations politiques qu'économiques. Par ailleurs, les transformations de l'espace urbain à la fin du XIX^e siècle font qu'une approche de ce dernier se développe. Tout d'abord, il se banalise sous l'effet de l'exode rural. Ensuite, il devient le lieu de l'industrialisation et des luttes sociales. On assiste alors à un rejet de l'espace urbain de la part des citadins qui remettent au goût du jour un rêve champêtre.

